

# **CONCEPTION ET ORGANISATION D'ÉVÈNEMENTS INTERNES ET EXTERNES**

---

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES DE L'ACCORD-CADRE MULTI ATTRIBUTAIRES (CCAP)**

---

### **SIÈGE**

15 rue des Minimes – CS 50001  
92677 COURBEVOIE Cedex

**Tél +33 (0)1 56 65 89 98**

Fax +33 (0)1 56 65 86 00  
[www.inpi.fr](http://www.inpi.fr) – [contact@inpi.fr](mailto:contact@inpi.fr)

Établissement public national  
créé par la loi n°51-444 du 19 avril 1951

## SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHE.....	3
2	FORME DU MARCHE.....	3
3	ALLOTISSEMENT.....	3
4	DUREE DU MARCHE.....	3
5	MARCHES SUBSEQUENTS .....	4
6	DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE : EVENEMENTS ORGANISES EN REGIE PAR L'INPI...	4
7	NON PARTICIPATION A UNE REMISE EN CONCURRENCE DANS LE CADRE D'UN MARCHE SUBSEQUENT.....	4
8	NEGOCIATION .....	4
9	DELAIS D'EXECUTION.....	4
10	BONS DE COMMANDE.....	4
11	PRIX DU MARCHE .....	5
12	OBLIGATIONS DES TITULAIRES.....	5
13	VARIATION DANS LES PRIX .....	5
14	REGLEMENT DES COMPTES.....	6
15	AVANCE.....	7
16	EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
17	CHANGEMENT DANS L'EQUIPE DEDIEE AVANT L'EVENEMENT .....	7
18	PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE).....	8
19	PENALITES.....	8
20	CESSION DE CREANCE.....	9
21	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS.....	9
22	CONFIDENTIALITE .....	10
23	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	10
24	DOCUMENTS A PRODUIRE.....	11
25	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER .....	11
26	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....	11
27	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	12
28	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
29	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	13

## **1 OBJET DU MARCHÉ**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des prestations de conception et la mise en œuvre d'événements à destination des publics interne et externe de l'INPI.

Cet accord-cadre à marchés subséquents est passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L. 2123-1 et R. 2123-1-3° du Code de la commande publique.

Les prestations et leurs spécifications techniques sont décrites dans les cahiers des clauses techniques particulières.

## **2 FORME DU MARCHÉ**

Le marché prend la forme d'un accord-cadre multi attributaires, à marchés subséquents, conclu pour une durée d'un an reconductible trois fois, sans que sa durée totale excède quatre ans en application des articles R.2123-1 et R.2162-2, 2162-4 et R.2162-7 à R.2162-12 du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 650 000 € HT.

Ce marché fait référence au CCAG-FCS dans sa version de l'arrêté du 30 mars 2021.

Cet accord-cadre est conclu avec un maximum de trois attributaires, sous réserve d'une concurrence suffisante, qui seront remis en concurrence à la survenance de chaque besoin dans le cadre de marchés subséquents.

## **3 ALLOTISSEMENT**

L'accord-cadre n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

## **4 DUREE DU MARCHÉ**

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée initiale allant de sa notification et jusqu'au 31 décembre 2025.

Il pourra être reconduit tacitement 3 fois par périodes d'un an, sans que sa durée totale puisse excéder quatre (4) ans.

L'INPI pourra prendre, chaque année et au moins 120 jours avant la date d'anniversaire du contrat, la décision de ne pas reconduire le marché, sans que le(s) Titulaire(s) puissent la contester.

La conclusion des marchés subséquents sur la base du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée de chaque marché subséquent sera fixée dans chacun des marchés. Elle pourra se prolonger au-delà de la durée de validité de l'accord-cadre, dans le respect de l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques pour l'attribution d'un nouvel accord-cadre.

## **5 MARCHES SUBSEQUENTS**

Pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre sont attribués après remise en concurrence des sociétés titulaires.

Ces marchés subséquents peuvent prendre la forme de marchés forfaitaires, d'accords-cadres à bons de commande ou de marchés composites.

Pour chaque marché subséquent lancé par l'INPI, les titulaires de l'accord-cadre ont l'obligation de déposer une offre. A défaut, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 19 du présent CCAP.

Les marchés subséquents seront attribués sur la base des critères de sélection suivants :

- Qualité technique de l'offre (pondération 50 points)
- Montant de l'offre (pondération 50 points).

La note totale est toujours sur 100 points.

## **6 DEROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE : EVENEMENTS ORGANISES EN REGIE PAR L'INPI**

Cet accord cadre couvre l'ensemble des événements organisés par l'INPI à l'exception des événements gérés en régie.

## **7 NON PARTICIPATION A UNE REMISE EN CONCURRENCE DANS LE CADRE D'UN MARCHE SUBSEQUENT**

Chaque attributaire de l'accord-cadre devra déposer une offre à chaque remise en concurrence organisée en vue de conclure un marché. A défaut, il devra justifier par courrier ou message sécurisé déposé via la plateforme PLACE de sa non-participation.

## **8 NEGOCIATION**

L'INPI se réserve la possibilité de négocier dans le cadre de l'attribution de l'accord-cadre, ainsi que pour l'attribution des marchés subséquents.

Les modalités de négociation seront communiquées soit dans l'invitation à négocier (par courriel ou autre modalité), soit dans les pièces propres à chacun des marchés subséquents.

## **9 DELAIS D'EXECUTION**

Les délais d'exécution des prestations sont ceux définis dans les pièces particulières de chaque marché subséquent.

## **10 BONS DE COMMANDE**

Les marchés subséquents pourront s'exécuter pour partie par bons de commande émis au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande déterminera la nature, les quantités et le délai dans lequel la prestation devra être exécutée.

L'émission de bons de commande sur la base des marchés subséquents conclus pourra s'effectuer jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

## 11 PRIX DU MARCHÉ

### 11.1 Prix plafonds de l'accord-cadre

Les prix communiqués par le titulaire dans le Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre constituent des prix plafonds.

### 11.2 Prix des marchés subséquents

Les prix des prestations faisant l'objet des marchés subséquents sont ceux proposés par chaque Titulaire attributaire lors d'une remise en concurrence, dans le respect du BP plafonds de l'accord-cadre.

### 11.3 Contenu des prix

Les prix des marchés subséquents sont présentés hors TVA. Ils comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à leur exécution.

Aucun frais additionnel ne pourra être réclamé à l'INPI par le Titulaire d'un marché subséquent que celui qui aura été expressément convenu lors de la passation de celui-ci.

## 12 OBLIGATIONS DES TITULAIRES

Les titulaires de l'accord-cadre ont chacun l'obligation de nommer un responsable technique et administratif chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI. Il est l'interlocuteur dédié de l'INPI pour l'exécution de l'accord-cadre et des différents marchés subséquents.

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI. Le nom, les coordonnées, la formation et l'expérience du remplaçant devront être notifiés par écrit.

Chaque membre de l'équipe de chaque titulaire, quelle que soit la durée de la prestation accomplie, reste placé sous l'autorité du prestataire : il ne peut donc en aucune façon être assimilé à un salarié du Pouvoir adjudicateur.

Pour des besoins occasionnels de faible montant, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires de l'accord-cadre, en cas d'incapacité des titulaires de l'accord-cadre à lui fournir les prestations, par exemple en cas d'absence de disponibilité des salles pour une location aux dates imposées par le Pouvoir adjudicateur.

## 13 VARIATION DANS LES PRIX

### Révision des prix de l'accord-cadre

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Les prix mentionnés au Bordereau des Prix Unitaires Plafonds sont fermes la première année d'exécution et révisables, à la hausse comme à la baisse, annuellement, au moment de la reconduction du marché selon la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \frac{IPP}{IPP_0}$$

Dans laquelle :

- IPPo est la valeur, au mois zéro, de l'indice des prix de vente des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 70.21 – Services de relations publiques et communication – Base 2021 (identifiant INSEE 010766583)
- IPP est la valeur de cet indice au quatrième mois précédant la date de demande de révision des prix.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut);
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

### **Procédure de variation des prix**

Le titulaire s'engage à transmettre au moins **un (1) mois** avant la reconduction du marché, les prix révisés représentant son résultat du calcul, par courrier électronique avec accusé de réception, à l'adresse électronique suivante : [revision.prix@inpi.fr](mailto:revision.prix@inpi.fr)

L'INPI peut dans un délai d'un (1) mois contester ledit résultat et adresser son propre résultat de calcul. Le titulaire aura alors dans un délai de 7 jours la possibilité de l'accepter, cette acceptation étant acquise dans son silence, ou d'apporter tous éléments pour justifier le résultat de son calcul initial ou le corriger.

Dans chaque marché subséquent le titulaire renseigne au bordereau des prix les prix plafonds révisés le cas échéant.

Les prix des marchés subséquents sont réputés fermes sur leur durée sauf mention contraire dans les pièces propres à chaque marché subséquent.

## **14 REGLEMENT DES COMPTES**

Pour chaque marché subséquent, sauf indication contraire dans les pièces marchés, le règlement des comptes s'effectue selon les dispositions suivantes :

### **14.1 Remise des factures à l'INPI**

#### **14.1.1 Facturation électronique**

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfi.finances.gouv.fr/cpp/>

Les informations en vue du dépôt des factures sur Chorus portail pro sont communiquées aux Titulaires de l'accord-cadre lors de la passation des marchés subséquents, elles devront figurer dans l'entête de la demande de paiement

#### 14.1.2 Mentions de la facture

Les factures mentionnent les indications suivantes :

- La désignation des parties au contrat ;
- L'objet succinct du marché subséquent ;
- La description des prestations réalisées auquel sera associé le prix correspondant, tel qu'il aura été déterminé dans le bordereau des prix de chaque marché subséquent ;
- Le montant total hors taxes,
- Le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
- Le montant total TTC.

#### 14.2 Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre de l'exécution d'un marché subséquent s'effectue sur remise de factures sur le portail Chorus, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

La périodicité et les modalités de règlement sont définies lors de la passation des marchés subséquents.

Selon qu'il sera isolé ou partie d'une prestation globale, le règlement sera considéré comme acompte ou paiement partiel définitif.

#### 14.3 Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI, en application des dispositions L. 3133-10 du Code de la commande publique.

### 15 AVANCE

Chaque marché subséquent déterminera si une avance sera versée et dans quelles conditions elle le sera.

### 16 EXECUTION DES PRESTATIONS

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à réaliser l'ensemble des prestations prévues dans les CCTP propres à chaque marché subséquent avant le terme du marché.

### 17 CHANGEMENT DANS L'EQUIPE DEDIEE AVANT L'EVENEMENT

En cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée (profils présentés lors de la remise des offres pour chaque marché subséquent), le titulaire du marché s'engage :

- à informer l'équipe projet INPI, 15 jours ouvrés après le départ effectif de la personne concernée du projet ;
- à proposer à l'équipe projet INPI, un profil équivalent **sous 2 jours ouvrés maximum à compter de l'annonce du départ de la personne concernée.**

Au-delà de ces délais, des pénalités s'appliqueront de droit.

## **18 PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE (PSE)**

Chaque marché subséquent pourra prévoir une ou des prestations supplémentaires éventuelles sous la double condition que :

- l'objet de ces prestations soit décrit précisément dans les pièces particulières à chaque marché subséquent,
- le choix de retenir une ou toutes les PSE soit communiqué à notification du marché.

Ces PSE peuvent être facultatives ou obligatoires. Ainsi les pièces particulières de chaque marché subséquent devront indiquer s'il est attendu des agences attributaires de l'accord-cadre qu'elles remettent obligatoirement ou non une offre comprenant la réponse à cette demande éventuelle de PSE.

## **19 PENALITES**

Cet article déroge partiellement à l'article 14 du CCAG-FCS.

### **19.1 Dispositions générales**

Les pénalités seront applicables quel que soit leur montant. Aucun plafonnement ni de dérogation automatique ne sont prévus.

Préalablement à l'application de celles-ci, l'INPI adressera un courrier recommandé au Titulaire. Celui-ci disposera d'un délai de 15 jours pour faire parvenir ses éventuelles observations. A défaut, les pénalités seront appliquées de plein droit.

Si des observations motivées sont transmises dans le délai imparti, l'INPI se réserve le droit d'apprécier si les retards sont imputables en tout ou partie à l'entreprise et ainsi, de moduler ou non le montant de celles-ci.

### **19.2 Pénalité pour retard dans la réalisation des prestations d'un marché subséquent**

Les pénalités pour retard dans la réalisation des prestations objet d'un marché subséquent sont fixées dans les documents contractuels des marchés subséquents.

### **19.3 Pénalité pour absence de réponse à un marché subséquent**

En cas d'absence de réponse lors de la consultation pour un marché subséquent, sans qu'une justification satisfaisante ait été fournie, les Titulaires se voient appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de cinq cent (500) euros par consultation, donnant lieu à l'émission d'un titre de recette.

### **19.4 Travail dissimulé**

Des pénalités peuvent être infligées aux titulaires, d'un montant égal à mille (1 000) euros, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.



## 20 CESSIION DE CREANCE

Si l'un des titulaires de l'accord-cadre souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre d'un des marchés subséquents dont il est titulaire, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant du marché non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

## 21 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Les titulaires de l'accord-cadre pourront sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet d'un marché subséquent dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et les articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

### 21.1 Désignation d'un(ou de) sous-traitant(s) en cours de marché

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

- ① Une déclaration mentionnant :
  - la nature des prestations sous-traitées ;
  - le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
  - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
  - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;

*(Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : [https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/DC/mpriimes\\_dc/DC4-2019.doc](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/mpriimes_dc/DC4-2019.doc))*

- ② Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- ③ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
- ④ Le certificat de cessibilité du marché si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité.

L'INPI se réserve le droit de refuser l'agrément d'un sous-traitant si celui-ci ne présente pas les capacités juridiques, professionnelles et financières requises pour exécuter les prestations demandées.

### 21.2 Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement, après accord du titulaire.

Le sous-traitant adresse à l'INPI sa demande de paiement conformément aux dispositions de des articles L. 2193-10 et R. 2193-10 et suivants du Code de la commande publique.

## **22 CONFIDENTIALITE**

Le titulaire s'engage à ne divulguer en aucun cas les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l'INPI à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre et des marchés subséquents conclus pour son application, et à faire respecter cette obligation par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

Le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS et de l'article 28 du règlement sur la protection des données personnelles.

Il s'engage notamment à veiller à ce que les personnes qui auront accès aux données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et qu'elles reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

## **23 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Tous les résultats (études, documents de travail, créations, textes, maquettes, images, photographies, etc.) deviennent la propriété de l'INPI.

Par conséquent, le titulaire cède à l'INPI, à titre exclusif, l'intégralité des droits patrimoniaux d'auteur qui lui sont dévolus par la loi, et notamment, de façon non limitative :

- le droit d'exploitation,
- le droit de traduction,
- le droit de reproduction sur tout support, connu ou inconnu,
- le droit de représentation par tous moyens, connu ou inconnu,
- le droit de commercialisation et d'usage,
- les droits d'utilisation, d'adaptation et de modification,

de tous les éléments fournis par le titulaire au titre de chacun des présents marchés.

La présente cession est faite pour la durée de la protection par les droits d'auteur, y compris les prolongations qui pourraient y être apportées.

Il est, par ailleurs, entendu que les données fournies par l'INPI au titulaire dans le cadre de chacun de ses marchés restent la propriété de l'INPI. Ainsi, le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte du fait de l'exécution des prestations prévues au marché lorsque les créations ont été réalisées par l'INPI et remises au titulaire. Le titulaire doit restituer à l'INPI, sur simple demande, les supports ayant servi à réaliser la prestation. C'est notamment le cas des films, rushes, négatifs, supports numériques, chartes graphiques, plaques, tout ce qui a permis la conception des livrables, utilisés par le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitant.

En cas de résiliation du marché, et ce pour quelque cause que ce soit, l'INPI deviendra propriétaire, dès la date de résiliation, de l'ensemble des documents et études réalisés au titre de ce marché ou en cours d'exécution.

L'INPI peut communiquer à des tiers les résultats des prestations résultant de l'exécution du marché.

L'INPI peut librement publier les résultats des prestations.

Le titulaire garantit être titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des prestations et avoir conclu, le cas échéant, les cessions nécessaires avec les auteurs.

Il garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle des livrables fournis au titre du marché.

## 24 DOCUMENTS A PRODUIRE

Conformément aux articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire du marché a l'obligation de produire à l'INPI, à la **conclusion du marché et tous les six mois** à compter de la notification du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion du marché, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

## 25 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les livrables, documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° ..... du ..... ayant pour objet ..... Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions des articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

## 26 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre pourra être résilié dans les cas et selon les modalités décrites au chapitre 7 du CCAG-FCS.

L'INPI se réserve le droit d'apprécier, dans chaque cas, selon la gravité de l'inexactitude et le caractère, volontaire ou non, de l'erreur commise, s'il y a lieu ou non d'infliger une sanction.

### **26.1 Résiliation pour inexactitude des renseignements communiqués**

L'INPI pourra résilier l'accord-cadre au tort exclusif de l'un des titulaires en cas d'inexactitude des renseignements communiqués à l'appui des candidatures.

La résiliation interviendra après mise en demeure restée infructueuse dans un délai d'un mois, sans que l'attributaire ne puisse prétendre à une indemnité.

### **26.2 Résiliation pour non-respect des obligations liées aux modifications apportées dans l'équipe dédiée à l'organisation d'un événement**

Le non-respect des obligations prévues à l'article 3.4 du CCTP peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

La résiliation interviendra après mise en demeure restée infructueuse dans un délai quinze jours, sans que l'attributaire ne puisse prétendre à une indemnité.

### **26.3 Suite à une résiliation pour faute d'un marché subséquent**

L'INPI peut prononcer, sans préavis ni indemnité, la résiliation individuelle de l'Accord-cadre à l'égard de tout titulaire dont un marché subséquent aurait été résilié pour faute par le Bénéficiaire.

### **26.4 Résiliation encourue en cas de non-respect par l'un des titulaires de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé**

S'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le titulaire est informé qu'il encourt la résiliation du marché dans les conditions suivantes :

Lorsque l'INPI est informée par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le titulaire des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail relatives au travail dissimulé (respectivement par dissimulation d'activité et dissimulation d'emploi salarié), ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire mis en demeure dispose d'un délai de quinze jours pour répondre et devra apporter à l'INPI la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai maximum de 2 mois.

## **27 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES**

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles L2197-3 et R2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

## 28 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

## 29 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge au CCAG-FCS, arrêté du 30 mars 2021, conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du CCAG-FCS au(x)quel(s) il est dérogé
13	10.2.3
19	14.1